

RÉGIE CAMPING MUNICIPAL d'ONDRES
Mairie d'ONDRES
2189, avenue du 11 novembre 1918
40440 ONDRES

Envoyé en préfecture le 02/03/2026

Reçu en préfecture le 02/03/2026

Publié le 02/03/2026

ID : 040-922074554-20260302-DELIB2026_02_02-DE



**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**
**Régie « Camping municipal d'Ondres » (40440) – Département des
Landes**
SÉANCE ORDINAIRE DU 27 FEVRIER 2026
à 16H15 en Mairie d'ONDRES

Délibération n°2026-02-02

Nbre de membres afférents au Conseil d'Administration	4	Date de la convocation : 20/02/2026
En exercice	4	
Qui ont pris part à la délibération	4	

Présents : Jérôme NOBLE ; Éva BELIN ; Nadine DURU.

Absent excusé :

Serge ARLA a donné procuration à Nadine DURU en date du 23 février 2026

Secrétaire de séance : Nadine DURU

OBJET : DEBAT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2026

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2312-1, L2311-1-2 et L5211-36,

Vu la loi d'orientation n°92-125 du 06 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République (Art.11),

Vu la loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe), notamment l'article 107,

Vu la note en annexe, afférente à la présente délibération,

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Administration, à l'unanimité des voix,

Après en avoir débattu,

Envoyé en préfecture le 02/03/2026

Reçu en préfecture le 02/03/2026

Publié le 02/03/2026

ID : 040-922074554-20260302-DELIB2026_02_02-DE



DÉCIDE

ARTICLE 1. De prendre acte des orientations budgétaires de 2026 présentées par le Président.

ARTICLE 2. La présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Et ont signé au registre les membres présents.

Fait et délibéré les jours, mois et an que dessus.

Pour extrait conforme,
Le 02 mars 2026.
Le Président,

Acte rendu exécutoire le 02 / 03 / 2026

- après télétransmission électronique le 02 / 03 / 2026

- et publication ou notification le 02 / 03 / 2026



RAPPORT ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2026

**CONSEIL ADMINISTRATION
REGIE CAMPING MUNICIPAL ONDRES**



PREAMBULE

Les établissements publics à caractère industriel et commercial (EPIC) occupent une position particulière dans le paysage économique et administratif, combinant des missions de service public avec des méthodes de gestion et des objectifs de rentabilité propres au secteur industriel et commercial. La comptabilité de ces structures revêt une importance capitale, car elle constitue à la fois un outil de pilotage interne et un instrument de transparence vis-à-vis des autorités de tutelle et des usagers.

En effet, les EPIC, contrairement aux administrations publiques classiques, sont soumis à des règles comptables proches de celles des entreprises commerciales, notamment en matière de bilan, de compte de résultat et de gestion des immobilisations. Cependant, ils doivent également intégrer des obligations spécifiques liées à leur statut public, telles que la justification des subventions, le contrôle des tarifs publics et la reddition de comptes devant les instances de tutelle.

Ainsi, la comptabilité des EPIC joue un rôle dual : elle permet d'assurer une gestion financière efficace et rationnelle, tout en garantissant la transparence et la conformité aux normes propres aux services publics. Elle constitue un outil stratégique pour la prise de décision, la planification des investissements, et l'évaluation de la performance globale de l'établissement.

I – CONTEXTE ET ENJEUX 2026 DE L'HOTELLERIE DE PLEIN AIR

Le **secteur du camping et de l'hôtellerie de plein air** en France demeure un **pilier essentiel du tourisme national**, combinant une forte attractivité économique et sociale avec des défis structurels et conjoncturels significatifs. En 2025, près de **141 millions de nuitées** ont été enregistrées dans les campings français, un niveau quasi stable par rapport à 2024 et bien supérieur à la plupart des catégories d'hébergements collectifs, ce qui confirme la résilience de ce segment dans un contexte de pression sur le pouvoir d'achat des ménages et face à une demande de nature et d'espace en forte croissance.

La France compte aujourd'hui environ **7 400 campings**, représentant près de **870 000 emplacements**, ce qui en fait l'un des parcs les plus importants d'Europe. Malgré cette attractivité, le nombre d'établissements a diminué au cours de la dernière décennie, soulignant la nécessité d'investissements et de modernisation pour maintenir et développer l'offre, notamment pour rester compétitif face à d'autres destinations européennes. L'hôtellerie de plein air génère un **chiffre d'affaires conséquent**, évalué à plusieurs milliards d'euros annuels, et constitue une source d'emplois saisonniers et permanents importante pour les territoires (avec plusieurs dizaines de milliers de salariés impliqués). Par ailleurs, la montée en gamme des prestations (campings 4 et 5 étoiles) et l'intérêt croissant de la clientèle internationale, qui représente une part non négligeable des fréquentations, contribuent à



renforcer l'attractivité du secteur tout en entraînant des attentes accrues en termes d'équipements, de services et de durabilité.

Dans ce contexte national dynamique, l'hôtellerie de plein air française joue un rôle stratégique **pour l'attractivité touristique, l'emploi local et le développement économique des territoires**, particulièrement en zones littorales, rurales et périurbaines. Les décisions budgétaires et d'investissement prises par la régie du camping municipal pour 2026 devront donc intégrer ces tendances structurelles, tout en anticipant les défis liés à la concurrence, à l'évolution des attentes des clientèles et à la transition vers une offre plus durable et différenciée.

II – LES CAMPING MUNICIPAUX : ENJEUX ET CHIFFRES CLES

Les **campings municipaux** constituent historiquement une part importante de l'offre d'hébergement touristique en France, en particulier pour les clientèles en quête de séjours accessibles, de proximité avec la nature et de tourisme social. Cependant, au niveau national, cette typologie d'établissement connaît une **érosion significative** depuis plusieurs décennies. Alors qu'en 1990 la France comptait environ **3 500 campings municipaux**, ce nombre a été divisé par plus de deux et il reste aujourd'hui aux alentours de **1 400 à 1 450 établissements** repris ou gérés directement par des communes ou des intercommunalités, soit une baisse d'environ **60 % en un peu plus de trente ans**.

Cette tendance reflète plusieurs facteurs structurels : la **pression concurrentielle croissante du secteur privé**, qui investit massivement dans la montée en gamme (piscines, animations, mobile-homes) ; les contraintes financières des collectivités locales pour moderniser ou maintenir des équipements vieillissants ; ainsi que l'évolution des attentes des vacanciers qui favorisent souvent des prestations plus confortables et des services complets. En termes de part de marché, même si les campings municipaux restent une composante visible du paysage touristique, ils représentent aujourd'hui environ **18 % à 22 % du total des campings en France** (le reste étant à gestion privée ou associative), avec une proportion significative de sites non classés ou modestement équipés. Cette contraction du parc s'accompagne aussi d'une **disparité notable entre établissements** : les campings municipaux les mieux situés ou disposant d'un certain niveau d'investissements attirent encore une clientèle suffisante pour assurer l'équilibre d'exploitation, tandis que **les petits campings ruraux peinent à maintenir leur attractivité**, entraînant la fermeture de plusieurs dizaines d'entre eux chaque année.

Dans ce contexte national, les campings municipaux continuent cependant d'avoir une **valeur sociale et économique importante** pour leurs territoires : ils contribuent au tourisme de proximité, à l'accessibilité des vacances pour des publics variés, et dynamisent les économies locales, notamment dans les zones littorales et rurales. La stratégie budgétaire et d'investissement pour 2026 devra donc prendre en compte la nécessité de **moderniser les infrastructures, d'adapter l'offre aux nouvelles attentes des clientèles**, tout en consolidant la viabilité financière de ces structures face à un marché de l'hôtellerie de plein air en pleine transformation.



❶ Les mandats et titres de l'exercice 2025

	Dépenses 2025	Recettes 2025	Résultat de clôture
Investissement	10 697,75	0,00	-10 697,75
Fonctionnement	57 382,42	230 000,26	172 617,84
Totaux	68 080,17	230 000,26	161 920,09

❷ Le résultat de clôture 2025

	Résultat 2024	Part affectée à l'investissement	Mandats 2025 (Hors Résultat 2024)	Titres 2025 (Hors Résultat 2024)	Résultats de clôture
Investissement	0,00		10 697,75	0,00	-10 697,75
Fonctionnement	0,00		57 382,42	230 000,26	172 617,84
Totaux	0,00	0,00	68 080,17	230 000,26	161 920,09

❸ Tableau A14

Tableau A14

	Résultat de clôture 2024	Part affectée à l'investissement	Résultat de l'exercice 2025	Résultats de clôture 2025
Investissement	0,00		-10 697,75	-10 697,75
Fonctionnement	0,00	0,00	172 617,84	172 617,84
Totaux	0,00	0,00	161 920,09	161 920,09

❹ Les comptes au Trésor Public

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES					I
Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés					B
	Résultat à la clôture de l'exercice précédent : exercice N-1	Part affectée à l'investissement : exercice N	Résultat de l'exercice N	Transfert ou intégration de résultat par opération d'ordre non budgétaire	Résultat de clôture de l'exercice N
I - Budget principal					
Investissement			-10 697,75		-10 697,75
Fonctionnement			172 617,84		172 617,84
TOTAL I			161 920,09		161 920,09
II - Budgets des services à caractère administratif					
TOTAL II					
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial					
TOTAL III					
TOTAL I + II + III			161 920,09		161 920,09



IV – LES COMPTES 2025 EN DETAIL

I- La section de fonctionnement

La section de fonctionnement regroupe toutes les dépenses nécessaires au fonctionnement de l'activité du Camping. Il s'agit des dépenses récurrentes et difficilement compressibles.

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

L'unique recette de fonctionnement en 2025, est la subvention d'exploitation, versée par la Commune vers le budget de la Régie, d'un montant de 230 000,00 euros.

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

	Libellés	Dépenses
6061	FOURNITURES NON STOCKABLES (EAU, ENERGIE)	1 022,61
6063	FOURNITURES D'ENTRETIEN ET DE PETIT EQUIPEMENT	422,74
611	SOUS-TRAITANCE GENERALE	6 189,00
6135	LOCATIONS MOBILIERES	5 725,74
61558	AUTRES BIENS MOBILIERES	348,00
6161	MULTIRISQUES	6 242,12
6231	ANNONCES ET INSERTIONS	864,00
6256	MISSIONS	1 658,92
6257	RECEPTIONS	385,78
6332	COTISATIONS VERSEES AU F.N.A.L.	27,08
6336	COTISATIONS CNFPT ET CGFPT	221,66
6411	SALAIRES, APPOINTEMENTS, COMMISSIONS DE BASE	25 863,71
6412	CONGES PAYES	754,22
6451	COTISATIONS A L' U.R.S.S.A.F.	4 934,62
6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITES	1 638,53
6454	COTISATIONS AU Pôle Emploi	1 083,60
6588	Autres charges diverses de gestion courante	0,09
	TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	57 382,42

II- La section d'investissement

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Aucune recette d'investissement n'est comptabilisée. Le virement de crédit prévu au budget 2025 de la section de fonctionnement à la section d'investissement ne se réalise pas.

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

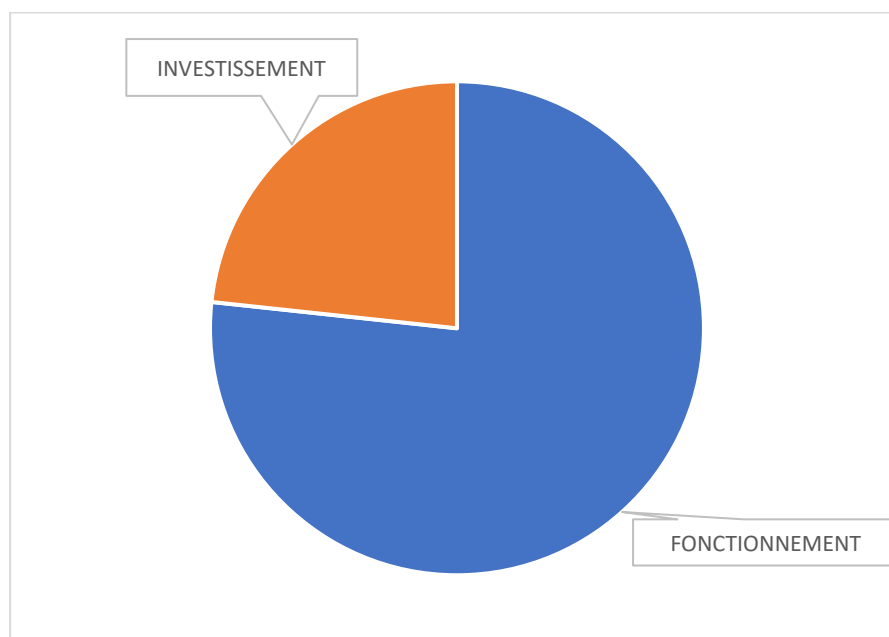
	Libellés	Dépenses
2151	INSTALLATIONS COMPLEXES SPECIALISEES	3 814,16
2188	AUTRES	6 883,59
	TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	10 697,75



IV – LES ORIENTATIONS DU BUDGET 2026

Le projet de budget 2026 s'équilibre tant en recettes qu'en dépenses aux sommes de :

- 1 975 138.00 euros en section de fonctionnement
- 600 000.00 euros en section d'investissement



I- La section de fonctionnement

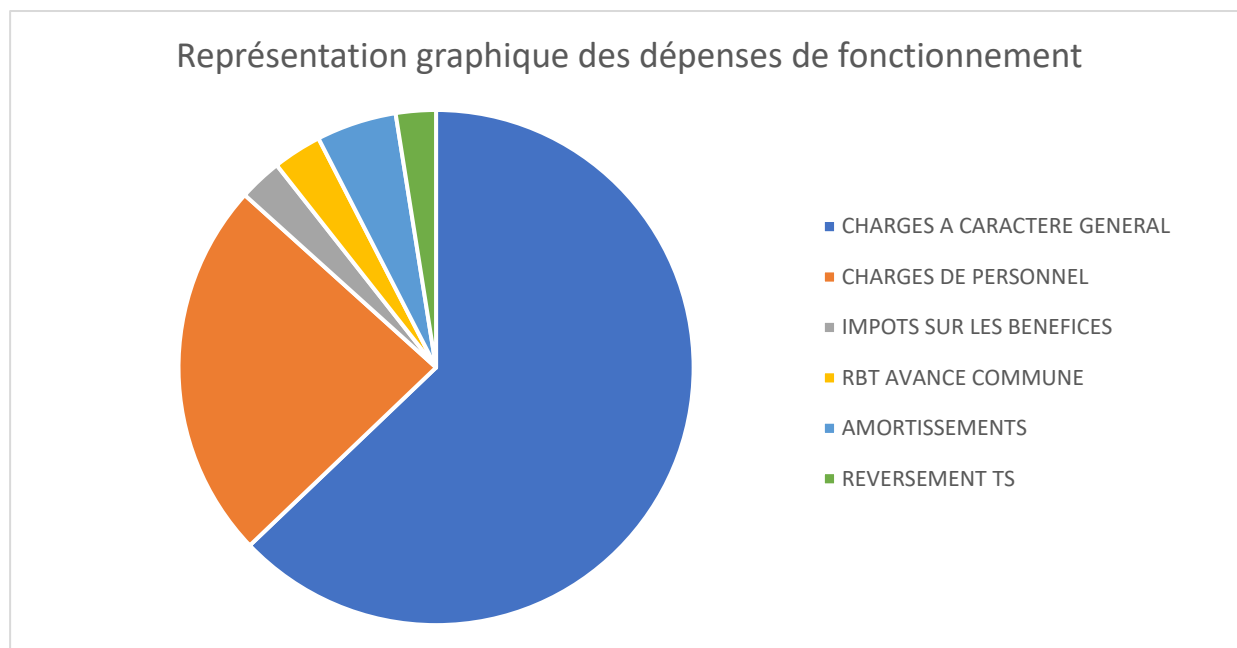
La section de fonctionnement regroupe toutes les dépenses nécessaires au fonctionnement de l'activité du Camping. Il s'agit des dépenses récurrentes et difficilement compressibles.

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

FONCTIONNEMENT RECETTES		
002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	172 617,84
70	VENTES DE PRODUITS PRESTATIONS	1 752 520,16
706	PRESTATIONS VENDUES	1 752 520,16
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	50 000,00
753	TAXE DE SEJOUR COLLECTEE	50 000,00
TOTAL		1 975 138,00



DEPENSES DE FONCTIONNEMENT



Les dépenses de fonctionnement en détail

Malgré un nombre d'hébergements, de type mobil-homes, fortement réduit, du fait de l'évacuation d'une centaine d'équipements par l'ancien délégataire en fin de concession (octobre 2025), et même si le camping doit fortement investir en 2026 pour compenser la perte de tous les véhicules, outils, électro-ménager et mobiliers, également retirés du périmètre de la concession par l'ancien délégataire avant la fin du contrat, il est à noter que l'exercice prévisionnel 2026 prévoit **le versement d'une redevance de 300.000,00 euros** à la mairie au titre de l'occupation du foncier communal.



SECTION DE FONCTIONNEMENT

FONCTIONNEMENT DEPENSES		HT
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	1 249 740,00
6061	FOURNITURES NON STOCKABLES	205 000,00
6063	FOURN ENTRETIEN ET PETIT EQUIPEMENT	75 100,00
6064	FOURNITURES ADMINISTRATIVES	5 000,00
6066	CARBURANT	6 000,00
6068	AUTRES MATIERES ET FOURNITURES	41 000,00
611	SOUS TRAITANCE GENERALE	30 000,00
6122	CREDIT BAIL MOBILIER	75 000,00
6137	REDEVANCE A LA COMMUNE	300 000,00
6132	LOCATIONS IMMOBILIERES	3 000,00
6135	LOCATIONS MOBILIERES	8 500,00
61521	ENTRETIEN ET REPARATIONS BATIMENTS	20 000,00
61523	ENTRETIEN ET REPARATIONS VOIES ET RESEAU	20 000,00
61528	ENTRETIEN AUTRES BIENS IMMOBILIERS	20 000,00
61551	ENTRETIEN MATERIEL ROULANT	10 000,00
61558	ENTRETIEN AUTRES MATERIEL	20 000,00
6156	MAINTENANCE	15 000,00
6161	ASSURANCES	40 000,00
618	Abonnement Season (Résa en ligne)	20 000,00
6215	PERSONNEL AFFECTE PAR LA COLLECTIVITE	80 000,00
6211	PERSONNEL INTERIMAIRE	10 000,00
6218	AUTRES PERSONNEL EXTERIEUR	45 000,00
6226	HONORAIRES	19 000,00
6227	FRAIS D ACTES ET DE CONTENTIEUX	10 000,00
6228	DIVERS	40 000,00
6231	ANNONCES ET INSERTIONS	6 000,00
6236	CATALOGUES ET IMPRIMES	5 000,00
6238	PUBLICITE AUTRES RELATIONS PUBLIQUES	15 000,00
6248	TRANSPORT DIVERS	46 440,00
6251	VOYAGES ET DEPLACEMENTS	3 500,00
6257	RECEPTIONS	2 000,00
6261	FRAIS AFFRANCHISSEMENT	200,00
6262	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS	9 800,00
627	SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILES	5 000,00
6281	COTISATIONS	2 000,00
635111	COTISATION FONCIERE DES ENTREPRISES CFE	0,00
635112	COTISATION SUR LA VALEUR AJOUTE	200,00
637	AUTRES IMPOTS ET TAXES	30 000,00
651	SACEM	7 000,00
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	473 370,00
6312	TAXE D APPRENTISSAGE	2 500,00
6331	VERSEMENT MOBILITE	7 800,00
6333	PARTICIPATION A LA FORMATION PROFESS.	3 650,00
6411	SALAIRE APPOINTEMENTS COMMISSIONS DE BASE	365 000,00
6451	COTISATIONS A L URSSAF	94 420,00
6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITES	
6454	COTISATIONS A POLE EMPLOI	
6475	MEDECINE DU TRAVAIL PHARMACIE	
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	2 000,00
658	CHARGES DIVERSES DE GESTION COURANTES	2 000,00
66	CHARGES D'INTERETS	12 800,00
66111	Intérêts des emprunts	12 800,00
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	2 000,00
6718	AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES DE GESTION	2 000,00
69	IMPOTS SUR LES BENEFICES ET ASSIMILEES	37 000,00
6951	IMPOTS SUR LES BENEFICES	37 000,00
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	0,00
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	
67		61 028,00
6718	1ER ACPTÉ RBT DOTATION COMMUNE	61 028,00
042	ECRITURES ORDRES BUDGETAIRES	100 000,00
6811	DOTATION AUX AMORTISSEMENTS	100 000,00
		50 000,00
7398	RESVERSEMENT TAXE DE SEJOUR COMMUNE	50 000,00
TOTAL		1 975 138,00



II- La section d'investissement

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Les restes à réaliser 2025

BUDGET CAMPING LANDAE				
ETAT DES RESTES A REALISER 2025				
RECETTES				

CHAPITRE	ARTICLE	FONCTION	LIBELLE	MONTANT
16	1641	95	EMPRUNT EN EUROS	500 000
TOTAL				500 000

Les nouvelles propositions 2026

INVESTISSEMENT RECETTES				
		REPORTS	2026	TOTAL
21	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		0,00	0,00
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT			0,00
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES		0,00	500 000,00
1641	EMPRUNTS EN EUROS	500 000,00		500 000,00
165	DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS			0,00
040	ECRITURES ORDRES BUDGETAIRES		100 000,00	100 000,00
28	DOTATIONS AMORTISSEMENTS		100 000,00	100 000,00
TOTAL			100 000,00	600 000,00



DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Les restes à réaliser 2025

BUDGET CAMPING LANDAE				
ETAT DES RESTES A REALISER 2025				
DEPENSES				

CHAPITRE	ARTICLE	FONCTION	LIBELLE	MONTANT
20	2031	95	FRAIS D ETUDES	13 000
20	2033	95	FRAIS D INSERTIONS	4 000
20	2051	95	CONCESSIONS BREVETS LICENCES	8 000
21	2141	95	CONSTRUCTION SUR SOL D AUTRUI - BATIMENTS	45 000
21	2145	95	CONSTRUCTION SUR SOL D AUTRUI - INST. GENERALES	30 000
21	2151	95	INSTALLATIONS COMPLEXES SPECIALISEES	66 300
21	2154	95	MATERIEL INDUSTRIEL	65 000
21	2182	95	MATERIEL DE TRANSPORT	30 000
21	2183	95	MATERIEL DE BUREAU ET INFORMATIQUE	6 000
21	2184	95	MOBILIER	83 900
21	2188	95	AUTRES IMMOBILISATIONS	77 800
23	2313	95	CONSTRUCTIONS	10 000
23	2315	95	INSTALLATIONS MATERIEL ET OUTILLAGES TECHNIQUES	50 000
TOTAL				489 000

Les nouvelles propositions 2026

INVESTISSEMENT DEPENSES				
		REPORTS	2026	TOTAL
001	RESULTAT D'INVESTISSEMENT REPORTE		10 661,75	10 697,75
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	0,00	35 800,00	35 800,00
1641	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES		35 800,00	35 800,00
165	DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS			0,00
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	25 000,00	20 000,00	45 000,00
2031	FRAIS ETUDES	13 000,00		13 000,00
2033	FRAIS D'INSERTION	4 000,00		4 000,00
2051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	8 000,00	20 000,00	28 000,00
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	464 000,00	44 502,25	508 502,25
2141	CONSTRUCTION SOL AUTRUI-BATIMENTS PUBLICS	45 000,00		45 000,00
2145	CONSTRUCTION SOL AUTRUI-INSTALLATIONS GENERALES	30 000,00		30 000,00
2151	INSTALLATIONS COMPLEXES SPECIALISEES	66 300,00		66 300,00
2154	MATERIEL INDUSTRIEL	65 000,00		65 000,00
2182	MATERIEL DE TRANSPORT	30 000,00		30 000,00
2183	MATERIEL DE BUREAU ET INFORMATIQUE	6 000,00		6 000,00
2184	MOBILIER	83 900,00	44 502,25	128 402,25
2188	AUTRES	77 800,00		77 800,00
2313	CONSTRUCTIONS	10 000,00		10 000,00
2315	INSTALLATIONS MATERIEL ET OUTILLAGES TECHNIQUES	50 000,00		50 000,00
TOTAL		489 000,00	110 964,00	600 000,00



V – LA DETTE

A la rédaction de ce rapport, la Régie n'a pas contracté d'emprunt.

VI – LE PERSONNEL

Les salariés en CDI

Directrice : 1

Bâtiment : 1

Espaces Verts : 1

Cuisinier : 1 (il est à noter que ce salarié sera transféré au futur exploitant du restaurant, dès que le contrat de DSP aura été notifié, soit a priori dès le mois de mars 2026).

On retrouve des ratios (nombre de CDI par rapport à la surface du camping et au nombre d'hébergements) beaucoup plus cohérents que les années précédentes pour un camping de 6 Ha.

Les salariés en CDD

Communication : 1

Accueil-réception : 1

Agent d'entretien : 1

Espaces verts Bâtiment : 2